



Université d'hiver 2019

LA SANTÉ SEXUELLE, UN DROIT POUR TOUTES & TOUS?

Des acteurs, des besoins
et des inégalités sociales de santé sexuelle

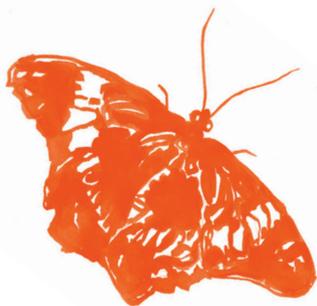
Deux journées d'échanges et de réflexions

21 & 22 mars 2019

Aréa 42 - 46 rue des Palais
1030 Bruxelles



Programme



Jeudi 21 mars 2019

- 09h00 **Accueil**
- 09h30 Mot d'introduction
- 09h45 Ateliers : La santé sexuelle, des acteurs, des réseaux et des stratégies
- 11h45 Conférence : De l'émancipation à l'institutionnalisation : santé sexuelle et droits sexuels
- 12h45 **Lunch**
- 13h45 Table ronde : Santé sexuelle : un concept à mobiliser, des réseaux à activer
- 16h00 Conclusion
- 16h15 Clôture

Vendredi 22 mars 2019

- 09h00 **Accueil**
- 09h30 Mot d'introduction
- 09h45 Ateliers : Accès aux soins et aux services de santé sexuelle pour tous, tout au long de la vie
- 11h45 Conférence : Universalisme proportionné : vers une « égalité réelle » en santé ?
- 12h45 **Lunch**
- 13h45 Table ronde : Santé sexuelle : diversité des besoins, réponses adaptées ?
- 15h45 Conclusion
- 16h00 Clôture





La santé sexuelle, un droit pour toutes et tous ?

La création de centres de planning familial a représenté une réelle innovation sociale. En réponse aux besoins et combats de l'époque, ils ont placé la santé des femmes, l'accès libre à la contraception et à l'avortement au cœur d'un nouveau modèle de prise en charge multidisciplinaire.

Depuis, santé et sexualité ont rejoint le champ des droits humains et La santé sexuelle, telle qu'elle est promue aux niveaux international et national, ne concerne plus uniquement la planification familiale et la prévention des infections sexuellement transmissibles. Elle s'ouvre aux déterminants sociaux de la santé sexuelle et intègre les sexualités plurielles.

Deux journées de débats et d'échanges

La **FEDERATION LAÏQUE DE CENTRES DE PLANNING FAMILIAL (FLCPF)** organise deux journées de débats et d'échanges à destination des professionnels.les de la santé et de l'action sociale, de la promotion de la santé, de l'aide à la jeunesse, des personnes handicapées, de l'enseignement, etc.

L'objectif de cette rencontre est d'une part, d'amorcer la réflexion sur les enjeux liés à la définition de la santé sexuelle, aux acteurs et aux relations qu'ils entretiennent ; et d'autre part, à mettre en perspective les besoins des publics et la notion d'universalisme proportionné en santé sexuelle.

Les deux jours s'ouvriront sur des ateliers intersectoriels, suivis d'une conférence. Les tables rondes de l'après-midi permettront de (re)mettre en débat les thématiques discutées en matinée.

Les participants seront répartis dans les ateliers de manière à garantir l'hétérogénéité et la diversité des secteurs d'activités des groupes.

Partenaires

- Les étudiants de l'Institut BAO
- Centre d'Éducation du Patient
- Centre Socialiste d'Éducation Permanente
- Christian Legrève, animateur
- Cultures et Santé
- I.Care – Laboratoire d'innovation en santé et milieux fermés
- La Ligue des Droits Humains
- La Ligue des Usagers des Services de Santé
- Question Santé
- ITECO
- Projet LAMA
- Le Centre Sésame



Détail des deux journées

JEUDI 21 MARS 2019

Ateliers



La santé sexuelle : une stratégie intégrée ?

La notion de santé sexuelle promeut une conception intégrative et positive de la santé et de la sexualité. Pourtant, les politiques de santé et les stratégies d'intervention peinent à sortir des dichotomies entre soins curatifs et actions de prévention, entre réduction des risques et promotion d'une santé sexuelle « source de plaisir ». Comment intégrer bien-être, plaisir, comportements libres et responsables dans les stratégies d'intervention en santé sexuelle ?

La santé sexuelle, une notion universelle ?

Une définition de la santé sexuelle reflète nécessairement des priorités en matière de santé publique et des normes sociales qui prévalent dans le pays, l'organisme ou le groupe social qui la détermine. La définition de l'OMS résulte d'une large concertation internationale. Cela présuppose-t-il pour autant l'existence de prescrits universels de sexualité et de bonne santé ?

La santé sexuelle, un rôle pour l'Etat ?

En termes de santé sexuelle, l'intervention de l'Etat semble se concentrer sur la contraception, les infections sexuellement transmissibles et l'information des jeunes. Ces priorités sont-elles justifiées et correctement appréhendées ? La délégation de missions au secteur associatif est-elle suffisante ? Reflète-t-elle une vision cohérente des besoins ?

La santé sexuelle, de quel droit ?

La protection de la santé fait partie des droits humains. Il en découle que la santé sexuelle repose sur des droits sexuels. Cependant, leur reconnaissance ne crée pas des droits en soi. De quels droits parle-t-on lorsqu'il s'agit de sexualité ? Face aux inégalités d'accès à l'information, aux soins et aux services de santé sexuelle, quels droits mobiliser et comment ?

Santé sexuelle, des services et des acteurs ?

Selon l'approche promue par l'OMS, améliorer la santé sexuelle et réduire les inégalités de santé passent par l'action intersectorielle, concertée et intégrée, d'une pluralité d'acteurs et de services. La santé sexuelle pour tous est-elle l'affaire de tous ? Qui sont les acteurs de la santé sexuelle et quels sont leurs champs d'action ?



Santé sexuelle, un sujet de discussion ?

Parler de sexualité ne va pas de soi. Intervenants et bénéficiaires occupent des places déterminées notamment par leur niveau social, leur position d'autorité, leurs différences socioculturelles ou générationnelles. Selon la posture des uns.unes et des autres, la capacité de communication des interlocuteurs.trices sera encouragée ou freinée. Dès lors, comment transposer des propos éminemment privés en sujets de discussion porteurs de compétences et d'émancipation ?

Conférence

De l'émancipation à l'institutionnalisation : santé sexuelle et droits sexuels

Alain GIAMI, psychosociologue à INSERM/CESP, président du conseil scientifique de la World Association for Sexual Health (WAS)

Le concept de santé sexuelle, présenté par l'OMS, traduit une conception positive de la vie sexuelle ancrée dans le champ de la santé et fondée sur le bien-être, le plaisir et le respect de l'autre. La convergence avec les questions de planification familiale, de lutte contre les violences envers les femmes et contre les discriminations envers les personnes LGBT l'a fait entrer dans l'univers des droits de l'homme. Nous vous proposons de revenir sur le processus d'institutionnalisation des droits sexuels, le contexte dans lequel il s'inscrit et les enjeux qu'il soulève.

Table ronde

Santé sexuelle : un concept à mobiliser, des réseaux à activer ?

La sexualité : centrale, taboue et universelle ?

Ariane BAZAN, psychanalyste et biologiste, professeure de psychologie à la Faculté des Sciences psychologiques et de l'Éducation de l'ULB.

La sexualité : éthique, pratique et déontologie

Anouk ADLER, docteure en psychologie, sexologue et professeure à la Haute Ecole Libre de Bruxelles I. Prigogine (sous réserve)

Du planning familial à la santé sexuelle et aux droits sexuels

Gilberte VOIDE CRETENAND, responsable du secteur Promotion et Qualité de la Santé Sexuelle Suisse.

La santé sexuelle, l'affaire de tous ?

Éric BILLAUD, médecin hospitalier en maladies infectieuses, président du COREVIH des Pays de la Loire.

Faire santé [sexuelle] : soins intégrés, stratégie concertée et réseau

Jean MACQ, professeur à la Faculté de Santé Publique de l'UCL et chercheur à l'Institut de Recherche Santé et Société.





VENDREDI 22 MARS 2019

Ateliers

La santé sexuelle et l'institution, comment tenir compte des réalités ?

L'institution, qu'elle soit familiale, scolaire, résidentielle, ouverte ou fermée, de soins ou de défense sociale, impose aux individus une gestion du temps et de l'espace, un contrôle des corps et des comportements, une promiscuité et une dépendance dans les aspects les plus intimes de la vie. Quel impact cet environnement a-t-il sur la santé sexuelle des individus ? Comment, dans ce contexte, intervenir et agir afin d'améliorer leur santé sexuelle des personnes vivant en institution ?

Les inégalités sociales de santé, objet invisible pour la santé sexuelle ?

Si la prise en compte des inégalités sociales de santé gagne du terrain dans différents domaines d'intervention, elle ne semble pas avoir atteint celui de la santé sexuelle. Or, il est démontré que l'état et les comportements de santé relèvent tant des caractéristiques individuelles que des facteurs sociaux. Quels sont les déterminants de santé sexuelle ? Sont-ils comparables à ceux généralement identifiés en santé ? Comment traduire le principe de justice sociale dans la pratique ?

Comportements sexuels : responsabilité individuelle et collective

Les comportements sexuels sont soumis à des normes sociales qui diffèrent selon l'âge et le genre des individus, les cultures et les époques. Aujourd'hui, la médicalisation accrue de la sexualité lie ces comportements à une responsabilité individuelle. De la « libération sexuelle » du siècle dernier à l'utilisation actuelle des espaces virtuels, quelle normalité attribuons-nous aux conduites sexuelles et quelle responsabilité collective portons-nous en termes de santé sexuelle ?

La vie n'est pas un long fleuve tranquille

Il est difficile aujourd'hui, plus que par le passé, de déterminer un parcours de vie « type » y compris en matière de sexualité. Celle-ci n'est plus automatiquement soumise à l'hétérosexualité, à la reproduction ou à la vie de couple. Les épisodes de la vie sexuelle se succèdent et s'entrecroisent à tous les âges. Quel est l'impact des fluctuations de la vie sur la santé sexuelle ? Comment se traduisent-elles au niveau des besoins ?

La littératie en santé, un enjeu pour la santé sexuelle ?

Le concept de littératie en santé désigne la capacité des individus à repérer, comprendre, évaluer et utiliser des informations utiles pour agir en faveur de leur santé. En reportant l'essentiel de la responsabilité sur l'individu, cette notion ne reflète-t-elle pas une tendance à l'individualisation de la responsabilité et n'occulte-t-elle pas le rôle des intervenants de terrain et le poids des déterminants sociaux ?



Des soins et des services de santé sexuelle accessibles pour tous ?

La notion d'accès universel aux services et aux informations de santé, mise en avant par l'OMS, se décline sur plusieurs volets. L'accessibilité concerne l'adaptation des environnements et des prestations aux besoins des publics. Elle est à la fois géographique, financière, physique, mais également socioculturelle. Comment se rendre véritablement accessible ? Qu'est-ce que cela implique dans la manière de concevoir l'offre et de recevoir les personnes ?

Conférence

Universalisme proportionné : vers une « égalité réelle » en santé ?

Christine FERRON, déléguée générale de la Fédération Nationale d'Education et de Promotion de la Santé (France)

Les rapports sur l'état de santé de la population le montrent, les inégalités de santé persistent, voire s'accroissent. Face à ce constat, la stratégie préconisée consiste à déployer des mesures dites universelles et proportionnées. L'universalisme proportionné combine une action sur l'ensemble de la population, à savoir une approche universelle, avec une action différenciée selon les publics et leurs besoins spécifiques, c'est-à-dire une approche ciblée. Nous vous proposons de découvrir comment ce type de mesures peut s'appliquer à tous les champs d'intervention et à toutes les thématiques, y compris la santé sexuelle.

Table ronde

La santé sexuelle : diversité de besoins, réponses adaptées ?

Santé sexuelle et émancipation

Carine FAVIER, médecin en maladies infectieuses et coordinatrice nationale du programme Genre et Santé sexuelle du Mouvement Français Pour le Planning Familial

La santé sexuelle des personnes en situation de vulnérabilité

Armelle ANDRO, professeure à l'Institut de Démographie de l'Université de Paris I

Masculinité hégémonique, impact sur la santé sexuelle des hommes

Arthur VUATTOUX, maître de conférences en sociologie à l'Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les Enjeux Sociaux de l'Université de Paris XIII

Soins de santé [sexuelle] : des non recours évitables ?

Marie-Claude CHAINAYE, animatrice politique au Mouvement Wallon de Lutte contre la Pauvreté

Informations pratiques

Dates et lieu

Les 21 et 22 mars 2019, de 9h à 16h, à la salle Aréa 42 – 46 rue des Palais, 1030 Bruxelles

Frais de participation

Membres FLCPF et étudiants : 1 jour 40 € / 2 jours 70 €

Non-membres : 1 jour 50 € / 2 jours 90 €

Inscription

Le nombre de places étant limité, l'inscription est obligatoire avant le **10 mars**

En ligne : www.planningfamilial.net ou www.doris-cpf.be

Par mail : universitedhiver@planningfamilial.net

Vous devez remplir le formulaire d'inscription en ligne avec vos coordonnées complètes.

Renseignement

Évènement

Noémie Schonker – Chargée de mission à la FLCPF

Téléphone : 02 505 60 61

Courriel : nschonker@planningfamilial.net

Inscription et facturation

Isabelle Ngendakumana – Service administratif & financier

Téléphone : 02 505 60 60

Courriel : ingenda@planningfamilial.net



Suivez la FLCPF et son université d'hiver sur :

www.planningfamilial.net

www.facebook.com/FLCPF

www.doris-cpf.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de la COCOF et de la Région wallonne

